

AVIS DU CONSEIL NATIONAL DE LA PROTECTION DE LA NATURE

art. L411-1 et L411-2 du livre IV du code de l'environnement

Référence Onagre du projet : n°2020-02-34x-00225 Référence de la demande : n°2020-00225-031-001

Dénomination du projet : Dérogation espèces protégées Conservatoire Botanique de Martinique

Lieu des opérations : -Département : Martinique

Bénéficiaire : Conservatoire Botanique de Martinique Viscardi Guillaume

MOTIVATION ou CONDITIONSCadre réglementaire de protection concerné

Arrêté ministériel du 26 décembre 1988 relatif à la liste des espèces végétales protégées en région Martinique.

Pièces jointes au dossier CNPN

Cerfa n° 11 633*02 concernant la demande.

Bilan des récoltes d'espèces protégées 2017-2019. Conservatoire botanique de Martinique (sans date).

Avis de la DEAL Martinique sur la demande de dérogation du Conservatoire botanique de Martinique (CBMQ) pour la récolte, la mise en culture et l'utilisation des espèces protégées végétales, en date du 3 avril 2020.

Pièces non jointes au dossier CNPN

Avis du CSRPN Martinique sur la demande d'autorisation du Conservatoire Botanique de Martinique pour les opérations de récolte, transport, utilisation et cession d'espèces végétales protégées, en date du 6 avril 2020.

Contexte

Le **Conservatoire botanique de Martinique** fait l'objet d'une **procédure d'agrément** en tant que **Conservatoire botanique national** (CBN) qui est actuellement en cours d'instruction dans une phase avancée. Sa demande de dérogation pour la récolte, la mise en culture et l'utilisation des espèces protégées végétales concerne la totalité de la flore protégée de Martinique pour une période de 6 ans (01/01/2020 au 31/12/2025). Dans l'hypothèse de son agrément, cette durée couvrirait donc la période d'agrément de 5 ans. De fait, s'adressant à la totalité de la flore du territoire martiniquais et pour une durée aussi longue, cette demande ne peut se comprendre que dans l'optique d'un Conservatoire botanique national, soumis aux obligations de son agrément et au respect du cahier des charges qui l'accompagne. Le présent examen de cette demande de dérogation a donc tenu compte de cette perspective. Le document Cerfa accompagnant la demande de dérogation anticipe d'ailleurs cette perspective par le libellé de la finalité de l'opération : « Connaissance de la flore sauvage de Martinique, identification, alimentation de l'herbier MTK, conservation ex situ, tests de germination, multiplication / Activités régies par le cahier des charges des conservatoires botaniques nationaux ».

Cette demande de dérogation fait suite à une précédente demande qui avait valu, par arrêté préfectoral n° 201770-0006, autorisation de collecte de portions ou de semences d'espèces végétales protégées au titre de l'*Arrêté ministériel du 26 décembre 1988 relatif à la liste des espèces végétales protégées en région Martinique*. Le bilan des collectes 2017-2019 effectuées dans le cadre de cet arrêté préfectoral, expiré le 31 décembre 2019, est joint à la présente demande.

Analyse

La **demande de dérogation s'appuie sur la production du seul document Cerfa administratif** avec pour finalité les activités régies par le cahier des charges des conservatoires botaniques nationaux. **L'absence de document d'accompagnement de cette demande**, explicitant les principes méthodologiques généraux des prélèvements à des fins de connaissance et de conservation dans le cadre des Conservatoires botaniques nationaux, **prête de fait à confusion**. L'avis favorable de la DEAL Martinique s'est placé dans l'optique d'un futur agrément, l'avis défavorable du CSRPN Martinique pour manque d'information sur les méthodes et les protocoles s'étant, quant à lui, appuyé strictement sur le seul dossier remis. Le cadre d'un agrément de CBN et le cahier des charges qui l'accompagne devraient pouvoir établir le lien entre ces points de vue.

Compte tenu de la procédure d'agrément en cours pour le Conservatoire botanique de Martinique, l'instruction par le CNPN de cette demande a donc été traitée de manière semblable à celle d'un Conservatoire botanique national dans le cadre de son agrément et pour la durée de cet agrément.

MOTIVATION ou CONDITIONS

Avis

Le CNPN donne un **avis favorable** à une autorisation, pour les agents du CB Martinique, sous la responsabilité du directeur de la structure, de réaliser, au cours de la période 2020-2025, des opérations de prélèvement, transport, détention, reproduction et culture ex-situ de plants ou fragments de plants (y compris des graines) de toutes les espèces végétales protégées sur le territoire de la Martinique, à des fins d'identification, de constitution de parts d'herbier, d'études scientifiques (taxonomiques, génétiques, écologiques, etc.) ou de conservation, **sous conditions** :

- (1) de limiter les prélèvements à des quantités n'ayant pas d'incidence significative sur l'état de conservation des populations des espèces protégées sur lesquelles ils sont réalisés ;
- (2) de garantir la traçabilité des prélèvements effectués et de tenir, à cet effet, un fichier des prélèvements mentionnant pour chaque prélèvement l'espèce, la date, la localité précise, le ou les collecteurs, la ou les parties de l'individu ou des individus prélevés, les quantités ainsi que la ou les finalités des prélèvements effectués,
- (3) de respecter les autres dispositions réglementaires susceptibles d'être applicables sur les espaces protégés des territoires concernés et d'obtenir au préalable les autorisations nécessaires des propriétaires et/ou gestionnaires des terrains sur lesquels sont envisagés des prélèvements,
- (4) de transmettre tous les ans un bilan des prélèvements réalisés à la DEAL Martinique, à la Direction de l'eau et de la biodiversité du Ministère de la transition écologique et solidaire, ainsi qu'au CNPN et au CSRPN Martinique. Dans l'hypothèse d'un agrément de Conservatoire botanique national, ces bilans annuels seraient alors complétés par un bilan global au terme de la période d'agrément, en vue du renouvellement de l'autorisation.

En revanche, tout projet de renforcement de population, de réintroduction ou d'introduction dans le milieu naturel d'individus d'espèces végétales protégées sur le territoire de la Martinique devra faire l'objet d'une demande argumentée spécifique d'avis du CNPN ou du CSRPN selon les dispositions légales en vigueur.

Par délégation du Conseil national de la protection de la nature :
Nom et prénom du délégataire : Michel METAIS

AVIS : Favorable []

Favorable sous conditions [X]

Défavorable []

Fait le : 29 avril 2020

Signature :

